



Une insertion professionnelle inégale : l'importance de l'origine sociale dans les transitions professionnelles des jeunes en Argentine

Pablo Pérez

paperez@isis.unlp.edu.ar

Camilia Deleo

camiladeleo@yahoo.com.ar

Mariana Fernández Massi

mafebahia@gmail.com

Centro de Estudios e Investigaciones Laborales (CEIL) / CONICET

Résumé

Dans l'analyse contemporaine du processus d'insertion professionnelle des jeunes, les facteurs pris en considération sont les diplômes, l'expérience professionnelle préalable et le genre, masquant ainsi une dimension plus structurelle, à savoir l'origine sociale. L'objectif de cette recherche est d'étudier comment l'origine sociale façonne les trajectoires professionnelles des jeunes en Argentine.

Dans cet article, nous adoptons une perspective longitudinale dans laquelle nous articulons un regard quantitatif – à partir des matrices de transition construites avec des microdonnées de l'Enquête permanente auprès des foyers (EPH) – et qualitatif du monde du travail. La combinaison des approches nous permet d'aller au-delà de l'analyse des transitions professionnelles à partir de données statistiques et d'analyser des itinéraires plus longs d'insertion des jeunes, ce qui permet de mettre en relation les facteurs structurels touchant les possibilités d'emploi et les significations et visions mises en jeu par les jeunes.

Mots-clés : jeunes, trajectoires professionnelles, origine sociale, Argentine, inégalité

Unequal professional integration: The importance of social background in the career transitions of Argentinian youth**Abstract**

Contemporary analysis of youth professional integration takes three factors into account: academic qualifications, previous work experience and gender. Such an approach conceals a more structural dimension, namely social background. This article is based on research into how social background shapes the career paths of young people in Argentina.

The article adopts a longitudinal approach, studying the world of work both quantitatively—using transition matrices assembled with microdata from the Permanent Household Survey (EPH)—and qualitatively. This combined approach makes it possible to move beyond a purely statistical analysis of career transitions, in order to analyze longer-term professional integration pathways. It provides a better understanding of the relationship between structural factors affecting employment opportunities for youth and the meanings and viewpoints brought into play by young people themselves.

Keywords: youth, career paths, social background, Argentina, inequality

Pour citer cet article : Pérez, P., Deleo C. et Fernández Massi, M. (2016). Une insertion professionnelle inégale : l'importance de l'origine sociale dans les transitions professionnelles des jeunes en Argentine. *Revue Jeunes et Société*, 1 (2), 29-56. <http://rjs.inrs.ca/index.php/rjs/article/view/68-38>

1. Introduction

Le cycle de croissance économique commencé en 2003 en Argentine a eu pour conséquence une importante évolution des indicateurs professionnels et sociaux de base, qui démontrent une amélioration de plusieurs aspects liés à l'insertion professionnelle des jeunes.

Cependant, les possibilités d'insertion professionnelle ne sont pas semblables pour tous les jeunes, car chacun dispose de divers facteurs déterminants (diplôme, contacts, soutien familial) et de différentes priorités (ambitions de carrière, urgence financière, arbitrages entre vie privée et professionnelle), ce qui conditionne les trajectoires professionnelles.

En analysant la situation de l'emploi des jeunes selon leur niveau de revenu familial, nous constatons que ceux qui appartiennent à des ménages à revenu élevé ont des emplois moins précaires et présentent un taux de chômage plus faible que les jeunes des couches sociales moyennes et populaires.

Dans ce sens, l'objectif de notre travail est d'analyser de quelle façon l'origine sociale affecte les possibilités d'insertion dans le marché du travail et comment elle conditionne les trajectoires professionnelles des jeunes en Argentine à partir de 2003. L'insertion professionnelle des jeunes est un processus dynamique dans lequel des périodes d'emploi sont suivies par des périodes de chômage et d'inactivité – soit volontaire, en raison des études, soit forcée –, ce qui justifie d'autant plus la nécessité d'adopter un regard longitudinal.

Dans cette recherche, nous articulons des approches quantitative et qualitative du monde du travail. L'analyse quantitative repose sur des matrices de transition construites pour deux années consécutives à partir de microdonnées de l'Enquête permanente des foyers de l'*Instituto Nacional de Estadística y Censos* (Institut national de statistiques et de recensement) (EPH - INDEC) de l'Argentine pour la période 2003-2010, tandis que l'approche qualitative est fondée sur l'analyse des trajectoires biographiques et professionnelles de jeunes relevées dans le cadre du panel longitudinal « Trajectoires, dispositions professionnelles et temporalités de jeunes » du Grand Buenos Aires.

Notre étude est divisée en quatre parties. Dans la première partie, nous passerons en revue certaines conceptions sur l'insertion professionnelle des jeunes et leurs trajectoires professionnelles; dans la deuxième, nous expliquerons la méthode de travail utilisée et les sources d'information dont nous disposons; la troisième partie présentera les principaux résultats de notre étude et dans la quatrième partie, nous discuterons brièvement du rôle des diplômes, nous présenterons quelques réflexions et nous aborderons de nouvelles questions pour la recherche surgies lors de notre enquête.

2. La contextualisation de la question

2.1 Les jeunes, les décisions individuelles et la mobilité professionnelle

De nombreux auteurs (Rees, 1986; O'Higgins, 1997; Weller, 2003) ont suggéré que les importants taux de rotation des jeunes en emploi résultent du « *matching* » ou de l'expérience mutuelle des entreprises et des postulants. Selon cette hypothèse, les

jeunes seraient plus susceptibles de changer d'emploi volontairement, car, lors de leurs premières expériences de travail où ils ne connaissent pas la nature des postes disponibles ainsi que leurs affinités pour ces postes, ils essaient du mieux possible de trouver un emploi convenant à leurs intérêts et à leur formation.

L'idée sous-jacente est que les jeunes auraient une sorte de « moratoire social », compris comme une étape – d'étude, de préparation, d'expérimentation – au cours de laquelle ils retarderaient leur entrée dans les rôles adultes, et qui serait rendu possible par leurs besoins économiques relativement faibles en raison de leur condition d'enfants (non pas de chefs de ménages). Cependant, ce moratoire ne serait pas à la portée de tous les jeunes. Seuls les jeunes des classes moyenne et supérieure auraient la possibilité de reporter les responsabilités associées à l'âge adulte. De leur côté, les jeunes des secteurs populaires entrent généralement plus tôt dans le monde du travail et ont des obligations familiales plus jeunes. Dans la même veine, les théories de *job search* – qui analysent la façon dont les individus rationnels cherchent un emploi – soulignent que les chômeurs appartenant à des secteurs à revenu élevé sont plus sélectifs dans leur recherche d'emploi et traversent donc des périodes de chômage plus longues (Danforth, 1979), tandis que ceux issus des classes sociales populaires acceptent rapidement les postes qui leur sont offerts (leur période de recherche serait donc plus courte).

2.2 L'éducation, l'origine sociale et les possibilités d'accès au marché de travail

On sait que le niveau d'éducation conditionne les chances d'accès au marché du travail. Mais qu'est-ce qui détermine le niveau d'éducation du jeune ? Est-ce un choix rentable en termes de futurs salaires ou de possibilités d'insertion ? Jusqu'à quel moment un jeune choisit-il de rester dans le système éducatif ? Sa situation face à l'éducation sera-t-elle conditionnée par l'origine sociale et la place de sa famille dans la structure sociale ? En Amérique latine, il a été démontré que de nombreux jeunes font face à des urgences à court terme qui les poussent à sortir tôt du système scolaire, les empêchent de reprendre leurs études et les obligent à accepter n'importe quel emploi pour obtenir les revenus nécessaires à leur famille (Weller, 2005).

Par ailleurs, à niveau d'éducation égal, tous les jeunes donnent-ils la même valeur au diplôme ? Les jeunes avec des niveaux éducatifs équivalents sont-ils tous dans des situations semblables sur le marché de travail ?

La théorie du capital humain (Schultz, 1983; Becker, 1983) qui met en valeur le rôle de l'éducation dans la croissance économique apparaît dans le contexte politique de la guerre froide. Selon une perspective critique, Bowles et Gintis (1975) ont souligné que cette théorie constitue une étape fondamentale qui a permis d'éliminer la classe sociale comme concept économique central. Dans les années 1980, les reformulations et avancées liées à cette théorie sont devenues les supports théoriques de plusieurs programmes de politique publique. En effet, la possibilité d'expliquer le succès ou l'échec de l'insertion professionnelle à partir des performances en matière d'éducation, laissant de côté toute considération concernant la structure sociale, s'est avérée parfaitement compatible avec les politiques néolibérales mises en place. La prééminence de cette approche ne s'est donc pas seulement vue refléter dans le débat académique, mais également au niveau des actions politiques. Notre intérêt de

récupérer l'importance de la structure sociale dans l'insertion professionnelle des jeunes ne repose pas seulement sur des arguments théoriques, mais aussi sur les résultats que les politiques s'appuyant sur la théorie du capital humain ont obtenus en matière d'inégalités dans la région.

L'origine sociale affecte généralement au moins de deux façons les possibilités d'accès des jeunes à un emploi. Selon Eckert (2002), c'est avant la vie active, à l'entrée dans les différents niveaux d'études, que l'origine sociale intervient de manière décisive et produit les plus grandes inégalités. Les jeunes des classes populaires n'ont pas les mêmes possibilités d'entrer, de rester et de réussir dans le système éducatif que les jeunes issus de familles à revenus plus élevés. La faiblesse des revenus force l'entrée anticipée du jeune dans le marché de travail, même avant la fin de leur formation. Cependant, avec le même niveau de formation, tous les jeunes n'ont pas accès à des postes égaux dans le marché du travail, étant donné que les possibilités de valoriser leur formation pour les jeunes d'origine sociale modeste sont moindres que celles des jeunes issus d'une classe sociale plus privilégiée.

Ainsi, nous pouvons dire que l'origine sociale a des effets directs et indirects sur les possibilités d'insertion professionnelle des jeunes. Les effets indirects seraient révélés par la possibilité d'accéder à l'éducation, car bien que formellement tous les jeunes y aient accès, dans la pratique il y a des différences importantes fondées sur l'origine sociale. L'accès aux différents niveaux éducatifs, par la validation des acquis ou le diplôme obtenu, accroît les chances d'obtenir un emploi. Quant aux effets directs, à niveau éducatif équivalent, des jeunes d'origines sociales différentes n'ont pas les mêmes opportunités sur le marché de travail, ce qui entraîne des différences dans la valorisation de leurs diplômes.

2.3 Les valeurs, les attentes et la recherche de l'emploi des jeunes

Les choix et les trajectoires professionnelles des jeunes sont conditionnés par les ressources dont ils disposent pour faire face au marché de travail (le diplôme, les contacts, le soutien de la famille) et par leurs priorités. Cependant, tous n'ont pas les mêmes ressources ni les mêmes ambitions de carrière, urgences financières ou moyens de concilier vie privée et vie professionnelle. Les jeunes peuvent avoir des aspirations professionnelles incompatibles avec les réalités du marché de sorte que, dans la mesure de leurs possibilités, ils continuent à chercher jusqu'à ce qu'ils trouvent un emploi correspondant à leurs attentes (Weller, 2003), ou jusqu'à ce qu'ils ajustent ces attentes aux caractéristiques des emplois disponibles (Tokman, 2003). Les formes de cette recherche sont multiples : tandis que certains cherchent un emploi par des moyens formels comme les institutions dédiées, les bourses de travail et les agences d'emploi, d'autres déploient des moyens plus informels, mobilisant leur réseau de relations sociales, principalement leur famille et le groupe d'amis proches [Pérez, 2008].

Rama (1994) signale l'importance de certaines valeurs culturelles nécessaires pour atteindre et maintenir une occupation, comme l'adéquation aux normes (et valeurs) qui définissent l'organisation du travail dans la société moderne et des aspects élémentaires, tels que la ponctualité, la diligence, la capacité de travailler en groupe, le respect de la hiérarchie technique et la propension à s'adapter aux lignes directrices qui définissent l'organisation sociale du monde du travail correspondant. On suppose que

cet ensemble de capacités ou compétences a été acquis dans la socialisation familiale et dans l'éducation primaire, bien que souvent le système éducatif seul soit incapable d'obtenir l'adaptation aux lignes directrices indiquées ci-dessus. Ainsi, les valeurs, les attentes et les formes de la recherche d'emploi peuvent profondément affecter les trajectoires professionnelles des jeunes.

2.4 De l'insertion professionnelle des jeunes aux transitions professionnelles

La notion d'insertion professionnelle a été développée dans des sociétés où la plupart des jeunes ont accès à l'éducation et ensuite au marché du travail et où ces jeunes réussissent après un certain temps à stabiliser leur situation professionnelle, c'est-à-dire à s'assurer une certaine continuité d'emploi dans le système productif. Mais dans une société différente, où la plupart des actifs changent souvent de situation et où les périodes d'emploi, de chômage et d'inactivité s'entremêlent, la notion d'insertion n'a plus de sens (Vincens, 1999) et devient l'objet d'intenses débats. En ce sens, Rose (1998) postule que ce processus de changement, cette transition d'une situation à une autre, ne concerne pas seulement les jeunes, mais qu'il s'agit au contraire d'un phénomène général concernant tous les actifs; il conteste ainsi la notion d'insertion des jeunes, lui préférant celle de *transition*. Contrairement à la période « fordiste » où les transitions s'articulaient dans le cadre d'un cycle de vie professionnelle relativement standardisé (Gautié, 2003), les transitions se sont multipliées au cours des deux dernières décennies augmentant la mobilité professionnelle et entraînant une diversification des trajectoires professionnelles individuelles.

Cette déstandardisation et cette complexité des trajectoires des jeunes vers la vie adulte ont été mises en évidence dans la littérature : les jeunes essaient, échouent et changent à plusieurs reprises leurs choix scolaires, professionnels et affectifs. Beaucoup d'entre eux, au lieu de combiner études et travail, étudient, travaillent un temps et retournent à l'école. C'est ce qui est connu dans la littérature européenne comme trajectoires « yo-yo » (Machado Pais, 2000, Du Bois-Reymond et López Blasco, 2004). Ces transitions peuvent être associées soit à un manque d'options lié à la situation du marché du travail, soit à un choix volontaire lié à une stratégie d'amélioration professionnelle (retour aux études pour améliorer leurs perspectives d'emploi¹).

Dans cette recherche, nous utiliserons le terme *transition* dans le sens de passage d'une situation professionnelle à une autre (par exemple, de l'emploi au chômage) et le terme *trajectoire* comme séquence d'états et de transitions pour une certaine période, d'après Gautié (2003).

3. Aspects méthodologiques

Nous estimons que l'articulation d'une analyse quantitative et d'une analyse qualitative nous permettra de comprendre d'une manière plus complète les dynamiques conjointes des conditions structurelles et des stratégies subjectives des jeunes dans leurs trajectoires d'accès au marché du travail.

¹ Ghiardo Soto et De León (2005) suggèrent, pour le cas du Chili, que de nombreux jeunes travaillent d'abord en cherchant une sécurité financière qui leur permettra d'accéder à l'enseignement supérieur.

La combinaison des méthodes présente, cependant, certains inconvénients qui doivent être mis en évidence. Le plus important résulte du fait de combiner des données qui ne sont pas produites par les mêmes dispositifs de recherches, enquêtes et entretiens. Toutefois, nous avons pu résoudre ce problème en sélectionnant une population présentant des caractéristiques similaires. En effet, nous avons conscience de l'autonomie de chaque niveau d'analyse et de l'utilisation de sources d'informations différentes, mais nous avons adopté cette approche, car nous pensons qu'à partir de leur interaction, les méthodes pourront s'enrichir mutuellement. Ainsi, leur combinaison nous permet de révéler ou de capter des aspects de la problématique qu'une seule perspective ne nous permettrait pas, tout en approfondissant et en élargissant notre analyse.

3.1 Approche quantitative

Dans la présente recherche, en partant de la même source d'information, nous avons construit des matrices de transition annuelles² pour la période 2003-2010. Étant donné que nous travaillons avec des transitions annuelles, les rotations sur des périodes plus courtes ne sont pas observables. Par exemple, une personne qui figure au chômage d'une année à l'autre est susceptible d'avoir eu un emploi temporaire pendant une courte période, qui ne sera pas visible dans la matrice présentée. Pour cette raison, nous avons pu constater que les principales conclusions concernant le travail peuvent être également tirées à partir de l'analyse des matrices trimestrielles.

La méthode utilisée nous permet virtuellement de procéder à une analyse longitudinale en suivant des catégories d'âge réparties en pseudopanel, mais elle réduit la taille des échantillons exploitables et, par conséquent, nuit à la fiabilité statistique des résultats. C'est pourquoi, dans le but d'augmenter l'échantillonnage et de réduire l'erreur associée, nous avons décidé de construire des matrices de transition qui empilent les transitions correspondant à des couples-années différents³. Traitant de la même façon les transitions survenant à des moments différents, cette procédure a été utilisée dans différentes études pour surmonter les difficultés liées à la taille de l'échantillon (Beccaria, 2001; Jacinto et Chitarroni, 2010)

Nous considérons que le groupe de jeunes est composé de personnes âgées de 18 à 24 ans. Le groupe de 25 à 29 ans présente une dynamique d'insertion professionnelle plus proche de celle du groupe des adultes, et c'est pourquoi il ne sera pas objet de notre analyse⁴.

Afin d'analyser un univers compatible avec celui du panel qualitatif, nous avons travaillé avec la population du Grand Buenos Aires (GBA) – une région qui représente 32 % des habitants du pays (INDEC, 2010) – qui ont fait l'école secondaire.

² Le plan d'échantillonnage de l'EPH permet de suivre un même individu pendant deux moments dans le temps (deux trimestres consécutifs ou le même trimestre pendant deux années consécutives). C'est sur la base de ce suivi d'une année à l'autre que nous calculons nos transitions.

³ Des cas provenant de sept matrices de transition différentes ayant comme point de départ les années 2003-2009 et comme point d'arrivée les années 2004-2010. Cet empilement s'est avéré nécessaire pour travailler avec un nombre d'observations acceptable. En outre, nous avons vérifié que les conclusions obtenues sont les mêmes pour chaque matrice annuelle et pour la matrice de synthèse.

⁴ Pour les mêmes raisons, nous avons exclu les jeunes chefs de ménage.

L'origine sociale est opérationnalisée dans ce texte par le niveau de revenu du ménage; nous utiliserons donc ces deux termes – origine sociale et niveau de revenu – indistinctement. Les groupes sociaux ont été déterminés à partir du revenu familial *per capita*, puisque l'EPH ne fournit pas d'informations précises sur d'autres variables utilisées habituellement à cette fin. En Argentine, une manière usuelle d'identifier les classes à partir de la hiérarchie des revenus est d'adopter un découpage en trois groupes (Fields, 1980) : le niveau de revenu le plus faible comprend 40 % des individus, le niveau de revenu moyen comprend également 40 % et le niveau de revenu le plus élevé correspond au 20 % des individus ayant les revenus les plus hauts⁵.

Les matrices ont été construites selon les changements dans la situation professionnelle, en divisant la catégorie des salariés avec les précaires⁶ d'un côté, et les non-précaires⁷ de l'autre, et la catégorie des inactifs est divisée entre ceux qui vont à l'école et ceux qui n'y vont pas.

Comme il est d'usage pour ce type d'études (Clark et Summers, 1982; Barkume et Horvath, 1995), les lignes de la matrice représentent la condition d'activité des individus dans la période initiale et les colonnes, leur situation un an après.

3.2 Approche qualitative

L'analyse qualitative utilisera les données produites par le panel longitudinal « Trajectoires, dispositions professionnelles et temporalités des jeunes » du Grand Buenos Aires⁸ qui suit les trajectoires professionnelles et biographiques de jeunes diplômés de différentes filières de formation.

Des études longitudinales nécessitent l'application du même dispositif de collecte de données aux mêmes individus à des moments différents. Ces individus peuvent être des personnes physiques ou des catégories sociales (Longo, 2011). Autrement dit, les études de cette nature suivent parfois la même personne (à la fin de la formation et deux ans plus tard), tandis qu'en d'autres occasions elles suivent la même catégorie sociale dans le temps (par exemple, des jeunes hommes diplômés de l'école secondaire en 2000). Dans ce panel, les deux types d'études longitudinales sont mobilisés.

On trouve en Argentine des exemples d'études longitudinales qualitatives, en particulier des études de suivi de diplômés (Filmus et Sendón 2001; Panaia, 2006; Aisenson, 2009; Longo, 2011). La richesse et l'originalité de cette méthode dans un contexte social changeant comme celui de l'Argentine et dans un milieu académique, traditionnellement habitué aux études rétrospectives, permettent d'ouvrir de nouveaux débats et de nouvelles perspectives d'analyse.

Le panel analysé ici se compose de jeunes sélectionnés à partir des critères suivants : a) être à la fin de leur formation (secondaire technique ou générale pour la plupart et pour ceux qui sortent tôt du secondaire, la formation professionnelle); b) le contenu ou la

⁵ Les données chiffrées correspondant aux jeunes étudiés sont les suivantes : pour les bas revenus, 2927, pour les revenus moyens, 2776, et pour les hauts revenus, 954.

⁶ Qui comprend les salariés non enregistrés à la sécurité sociale, les travailleurs familiaux non rémunérés et les travailleurs indépendants ayant des emplois non qualifiés ou de qualification opérationnelle.

⁷ Qui inclut les salariés inscrits à la sécurité sociale, les employeurs et les travailleurs indépendants ayant des postes de qualification technique.

⁸ Panel coordonné par María Eugenia Longo.

modalité de formation (secondaire général, secondaire technique et formation professionnelle); c) le type de gestion de l'établissement éducatif (publique ou privée) que le jeune a fréquenté et; d) la localisation géographique des établissements fréquentés, tous situés dans la banlieue nord du Grand Buenos Aires. Conformément aux critères ci-dessus, une sélection similaire d'hommes et de femmes a été retenue.

Le panel actuel a été élaboré à partir de trois vagues : en 2006, 84 entretiens approfondis ont été effectués, au moment où les jeunes finissaient leurs études secondaires. La deuxième vague a eu lieu deux ans plus tard, en 2008, où 78 jeunes ont été réinterviewés. La troisième vague d'interviews a été réalisée en 2011-2012, où 50 jeunes ont été réinterviewés.

Parmi les jeunes du panel, les formations regroupent des jeunes d'origine sociale différente, mais on peut reconnaître certaines tendances significatives. Dans les écoles secondaires privées de type général ou technique, deux tiers des jeunes sont issus de ménages de classe moyenne et c'est le groupe qui comporte le plus de jeunes d'origine sociale élevée. Parmi les élèves du secondaire public de type général et technique, plus de la moitié sont issus des catégories populaires avec une présence importante (un tiers) de jeunes issus de la classe moyenne. Finalement, les jeunes de la filière de formation professionnelle proviennent tous de milieux populaires.

4. Analyse des transitions professionnelles

Afin d'évaluer la façon dont le milieu social conditionne les transitions relatives au processus d'insertion professionnelle de ces jeunes, nous présenterons les principaux résultats obtenus dans l'analyse quantitative de l'EPH par rapport aux éléments fournis par l'étude du panel qualitatif.

Étant donné que dans les sections suivantes nous allons nous concentrer sur les transitions entre deux périodes, il est pertinent de noter que la situation initiale d'emploi des jeunes dans chaque niveau n'est pas la même. Autrement dit, les flux que nous analyserons ici sont établis selon une structure inégale de professions. Le tableau 1 présente la répartition des jeunes des couches inférieures, moyennes et supérieures en fonction de leur participation au marché du travail à deux moments de la période analysée. Il y a là une claire tendance selon le milieu social : les jeunes provenant de ménages à revenus élevés ont un avantage relatif par rapport aux autres jeunes, car ils sont surreprésentés dans l'emploi – en particulier, non précaire – et sous-représentés dans le chômage.

Tableau 1. Statut d'emploi des 18-24 ans, à l'exclusion des jeunes chefs de ménage (en pourcentage) GBA, 2003-2010

Statut d'emploi	2003			2010		
	Groupe de revenu			Groupe de revenu		
	Bas	Moyen	Haut	Bas	Moyen	Haut
Travailleur non précaire	6,7	18,1	25,1	11,7	32,0	41,8
Travailleur précaire	25,1	34,0	30,6	27,5	22,5	18,7
Chômeur	30,0	20,8	14,6	19,3	15,0	7,4
Inactif hors scolarisation	17,8	7,3	3,9	19,0	10,1	3,0
Inactif scolarisé	20,4	19,8	25,8	22,5	20,4	29,1
Total	100	100	100	100	100	100

Lecture : Dans ce tableau nous présentons les pourcentages calculés par colonnes.

Source : Calcul des auteurs, à partir des informations fournies par l'EPH.

Au cours de la période étudiée, les taux pour les trois niveaux se sont améliorés, malgré la persistance des inégalités. En ce sens, l'analyse des transitions apporte de nouveaux éléments pour comprendre ce résultat. Nous avons analysé en particulier les transitions suivantes : 1) liées à l'entrée dans l'emploi; 2) entre les différents types d'emploi (précaires et non précaires); 3) la sortie de la situation d'emploi.

4.1 Transitions vers l'emploi : comment les jeunes entrent-ils sur le marché du travail ?

La littérature sur l'insertion professionnelle des jeunes affirme que les trajectoires d'accès au marché du travail sont marquées par une grande instabilité; il y aurait donc une rotation élevée entre les différentes situations professionnelles. En partant de cette hypothèse, nous avons décidé d'aller au-delà : l'origine sociale des jeunes influence-t-elle les différentes transitions ? Dans cette perspective, nous analyserons d'abord la transition des jeunes du chômage ou de l'inactivité vers l'emploi.

Tableau 2. Transitions vers l'emploi. Total des jeunes de 15-24 ans de GBA (en pourcentage)

Groupe de revenu	De/Vers	Travailleur non précaire	Travailleur précaire
Bas	Travailleur	64,0	52,1
	Chômeur	18,6	24,0
	Inactif hors scolarisation	6,7	11,3
	Inactif scolarisé	10,7	12,6
	TOTAL	100	100
Moyen	Travailleur	78,1	65,2
	Chômeur	9,6	15,5
	Inactif hors scolarisation	3,0	6,7
	Inactif scolarisé	9,3	12,6
	TOTAL	100	100
Haut	Travailleur	85,6	62,3
	Chômeur	4,1	13,5
	Inactif hors scolarisation	1,8	4,4
	Inactif scolarisé	8,5	19,8
	TOTAL	100	100

Lecture : Dans ce tableau nous présentons les pourcentages calculés par colonnes.

Source : Calcul des auteurs, à partir des informations fournies par l'EPH-INDEC.

Nous observons que dans le cas des travailleurs ayant un emploi dans la période finale (après la transition), la part en provenance de l'inactif (inactif hors scolarisation + inactif scolarisé) est très significative⁹. En d'autres termes, une partie significative des jeunes passe de l'inactivité à l'emploi sans passer par une période de recherche d'emploi, situation dans laquelle ils se trouveraient s'ils étaient chômeurs. Cette transition directe de l'inactivité vers l'emploi soutient l'idée que la recherche d'un emploi est, pour la plupart des jeunes, un processus passif, et leur attitude courante est d'attendre une opportunité de travail (Clark et Summers, 1982)¹⁰.

Cela laisse supposer que plusieurs jeunes n'entrent sur le marché du travail que lorsqu'une occasion d'emploi se présente¹¹. Cette situation est considérablement plus fréquente chez les jeunes issus des groupes à faible revenu, notamment en ce qui concerne la transition de l'inactivité hors scolarisation vers l'emploi – précaire ou non précaire (trois fois le pourcentage correspondant aux jeunes issus des familles à revenu élevé). Ces résultats doivent être néanmoins abordés avec circonspection en raison des limites de l'enquête pour recenser les personnes en recherche d'emploi, car elle vise

⁹ Dans les matrices annuelles pour les strates moyenne et supérieure, la transition en provenance de l'inactivité (soit à l'intérieur ou à l'extérieur du système éducatif) est supérieure à la transition en provenance du chômage. Dans les matrices trimestrielles, cela est vrai pour les trois strates concernant le passage au travail précaire, mais pas dans le cas du travail non précaire. Pourtant, les transitions de l'inactivité à l'occupation dépassent 10 % dans tous les cas.

¹⁰ Pérez (2008a, 2008b) et Jacinto et Chitarroni (2010) sont arrivés à des résultats semblables.

¹¹ Il faut signaler que la situation professionnelle indiquée dans l'EPH (chômeur ou inactif) n'a pas d'incidence sur la perception de l'assurance chômage, dont la couverture est très faible en Argentine.

l'ensemble de la population et non pas des groupes spécifiques de travailleurs (tels que les jeunes)

À partir de l'analyse du panel, nous avons identifié différentes façons pour les jeunes de chercher un emploi et d'y avoir accès. Comme indiqué ci-dessus, alors que certains jeunes cherchent un emploi exclusivement à partir de réseaux personnels, d'autres combinent la recherche via des contacts personnels avec l'utilisation de moyens plus formels tels que les agences d'emploi, des bourses de travail ou l'Internet.

En ce qui concerne la première modalité, nous observons qu'invariablement, ceux qui déploient leurs réseaux personnels et de proximité pour obtenir un emploi au cours de leurs trajectoires sont les jeunes ayant le moins de ressources économiques et éducatives. Cette caractéristique avait déjà été mise en évidence par Marry (1983) lors de l'analyse de la recherche d'emploi des jeunes Français. Elle souligne que l'origine sociale ne guide pas seulement la pratique de la recherche d'emploi, mais conditionne l'emploi occupé après par le jeune. Cela veut dire que dans cette recherche et dans l'accès au marché du travail, ce qui prévaut chez les jeunes des classes populaires est les liens forts (relations familiales) plutôt que les liens faibles (relations lointaines, interpersonnelles). Comme ces jeunes n'ont généralement pas de réseaux personnels propres, mais participent aux relations de leurs parents, le statut professionnel de ceux-ci joue un rôle fondamental. C'est le cas de Noel, qui vit dans un quartier pauvre, a terminé l'école secondaire et a suivi des cours de formation professionnelle :

[En 2006, elle nous raconte comment elle a obtenu son premier emploi :] *Mon frère allait toujours peindre cette maison, celle de la dame qui a le kiosque; ... elle me connaissait [parce que] nous achetions toujours là-bas, et m'a demandé si je faisais quelque chose d'autre en plus d'étudier, je dis non, et bien, elle m'a dit si je voulais travailler au kiosque. [Deux ans plus tard, en 2008, elle raconte comment elle a obtenu le travail de nounou] ... Ma belle-sœur travaillait dans un kiosque, et elle a entendu [...] que l'homme chez qui elle travaillait avait besoin d'une nounou parce que la fille qui prenait soin de son fils partait. Eh bien, elle a pensé à moi à ce moment parce que j'étais sans travail et ce fut elle qui m'a dit, fait tout le contact et je suis allée là-bas discuter et ainsi j'ai commencé. [Trois ans plus tard, en 2011, elle nous raconte comment elle a obtenu son emploi actuel dans une coopérative de bâtiment du plan « Argentina Trabaja » :] *Mon père m'a enregistré parce que, comme je faisais mes études et tout le reste, il a dit, « il peut être bon que tu sois dans ce truc de l'éducation ». D'ailleurs, il savait que si je m'engageais à le faire, je le ferais.**

Un autre cas qui illustre ce type de recherche d'emploi est celui de Verónica. C'est une jeune femme qui vit dans un quartier populaire, avec une éducation secondaire incomplète et qui a suivi des cours de formation professionnelle. Elle nous raconte la façon dont elle a accédé à ses premiers emplois :

McDonald. Je commence l'école. Un enseignant me dit : « Tu veux un stage ? ». Eh bien, on m'a appelée le jour suivant. Ensuite, dans

le supermarché local mon frère a vu l'annonce : « Vas-y, peut-être tu auras de la chance, c'est tout près ». Le lendemain, ils m'ont appelée aussi. [Deux ans plus tard, en 2008, elle travaillait dans une chaîne de supermarché] Je travaillais dans cette petite épicerie à mi-temps, et une fille qui travaillait là me disait que je me débrouillais super bien, et elle m'a dit : « Je vais en parler à mon frère, il travaille à Carrefour et il a un contact, la directrice du siège ». Peu de temps après elle m'a contactée, et j'ai commencé. [En 2011, elle est au chômage: et elle nous raconte ainsi comment elle cherche un emploi :]. Là où on me dit qu'ils sont en train d'embaucher des gens, j'y vais.

Dans les deux cas – deux jeunes femmes de faible niveau scolaire – on constate que les mécanismes en jeu pour accéder à un emploi sont les contacts – réseaux personnels ou de quartier – et que cela est vrai tout au long de la trajectoire professionnelle. Il est important de souligner que ces méthodes de recherche sont étroitement liées aux emplois qui sont habituellement accessibles : à proximité de leur domicile et, dans de nombreux cas, précaires. On peut dire qu'il n'y a pas de recherche active strictement parlant – c'est-à-dire lecture des journaux, envoi de CV, etc.; cependant, cette recherche à faible intensité semble la plus effective pour les jeunes interrogés. Ces recherches « passives » d'emploi pourraient être importantes précisément pour expliquer le taux élevé de jeunes issus de classes sociales populaires qui passent de l'inactivité à l'emploi sans traverser de périodes de chômage.

Le deuxième mode de recherche d'emploi identifié est celui dans lequel les jeunes combinent l'utilisation des relations personnelles avec des moyens formels, tels que les bourses de travail, les agences d'emploi, la présentation de CV, etc. Il s'agit du type de recherche qui a le plus de poids dans le panel.

Tel est le cas de Luis, un jeune de classe moyenne qui a étudié dans un établissement d'enseignement privé technique. Il a commencé des études universitaires d'ingénierie industrielle, puis il est passé à des études techniques de mécatronique. Au moment de l'entrevue en 2006, il avait eu divers emplois: dans un atelier, dans un studio d'enregistrement, dans un cybercafé, dans la réparation de climatiseurs, tous temporaires, sans contrat et obtenus à partir de réseaux personnels. Luis nous raconte comment il a commencé à travailler au cybercafé :

Non, c'est que j'étais tout le temps là dans le cybercafé de mon oncle; je l'ai aidé à installer les machines. Il passait toujours, et un jour il m'a dit : « Tu peux rester ? » et j'ai dit oui. Et puis j'ai commencé à rester plus longtemps. [Déjà en 2008, dans le deuxième entretien, Luis change le mode de recherche d'emploi] Pour entrer à Siemens ... j'ai présenté mon CV; j'avais travaillé dans une entreprise ... j'ai passé les entretiens et heureusement j'y suis resté. [Dans la troisième entrevue, en 2011, Luis a une entreprise à lui, un cabinet de conseil qui fournit des services industriels] : J'ai commencé avec le coup de pouce de l'un des directeurs de Siemens qui m'a dit : « Toi, tu es fait pour autre chose, tu devrais toucher un

saire à la hauteur de tes compétences». C'est le facteur déterminant qui m'a poussé à monter ma propre entreprise. »

Un autre cas est celui d'Esther, une jeune femme de classe moyenne/supérieure qui a complété son secondaire dans une école privée et a suivi une licence en marketing dans une université privée. Elle était inactive pendant les deux premières séries d'entretiens, mais, en 2012, lors de notre troisième rencontre, elle avait occupé plusieurs emplois. Se référant à son premier emploi pour un journal, elle nous raconte : « *c'était une bourse de travail de la faculté, mais bon, je voulais travailler* ». Cette forme de recherche – à partir d'une bourse de travail de la faculté – se répète dans ses emplois ultérieurs en tant que stagiaire : dans une société d'archivage et dans une banque privée. Elle intègre une nouvelle façon de rechercher un emploi quand elle obtient celui qu'elle occupe présentement dans une compagnie d'assurance :

J'ai commencé à chercher dans ZonaJobs; il y avait quelque chose qui disait, je ne sais pas, la légende : « Étudiant, de préférence avec des études de marketing, merchandising » ... l'habituel « ... pour une compagnie d'assurance importante. Il est préférable d'avoir de l'expérience dans le secteur bancaire... » ou je ne sais pas quoi, mais dans l'assurance. [...] Là un bureau de conseil m'a contactée. La consultante, une fille, m'a posé une ou deux questions, et puis j'ai eu le premier entretien dans l'entreprise.

Dans le cas de Luis, nous pouvons entrevoir un mode de recherche de travail caractéristique de la classe moyenne/supérieure; dans un premier temps, des recherches liées à des contacts personnels ou familiaux se combinent, et puis les marges de possibilités s'accroissent grâce aux ressources fournies par l'accès à l'enseignement supérieur, les réseaux universels entrent en jeu. Dans le cas d'Esther, ses recherches d'emploi étaient dès le début intégrées dans ces réseaux universels – comme le dépôt de CV, les agences d'emploi, les bourses de travail des universités. Ainsi, les jeunes titulaires de diplômes de plus haut niveau utilisent principalement des réseaux universels, car leur capital culturel (Bourdieu et Wacquant, 1995) leur permet une meilleure compréhension des institutions, ce qui favorise une recherche d'emploi plus diversifiée. Sinon, ce sont les entreprises qui peuvent utiliser les réseaux universels pour intégrer de la main-d'œuvre qualifiée, ce qui fonctionne pour les jeunes ayant un niveau d'enseignement supérieur.

À leur tour, les jeunes issus de classes sociales moyenne et élevée déploient ce que Granoveter (1974) a appelé les liens faibles avec des personnes qui se meuvent dans des domaines différents des nôtres et qui, par conséquent, ont des informations et des contacts différents. Ces jeunes ont établi ces liens tout au long de leurs différents passages par l'éducation et l'emploi formel ainsi que par le biais des relations sociales et des contacts accumulés dans leurs familles. Au contraire, les liens forts (familiaux) qui sont ceux, comme nous l'avons vu, mobilisés par les jeunes issus de la classe populaire, sont structurés dans un réseau fermé sur lui-même, avec peu de relations avec les autres milieux sociaux.

En bref, les jeunes du panel nous ont permis d'approfondir les données statistiques en tenant compte non seulement de leur capital économique, mais aussi des capitaux

culturels et sociaux¹² déployés lors de la conduite des recherches d'emploi et au moment de l'accès à l'emploi.

4.2 Transitions de l'emploi précaire vers l'emploi non précaire

La période étudiée ici (2003-2010) est caractérisée par le dynamisme dans la création d'emplois en Argentine. Cependant, dans ce contexte, les jeunes accèdent le plus souvent à des emplois précaires. Dans certains cas, les jeunes choisissent volontairement ces conditions pour acquérir de l'expérience professionnelle et avoir ensuite la possibilité de décrocher le poste souhaité. Ainsi, l'emploi précaire devient une étape de préparation pour intégrer durablement le marché du travail, une étape de transition vers une future insertion professionnelle stable, avec tous les droits sociaux associés. Cependant, la situation peut s'éterniser pour certains jeunes et donne lieu à des effets structurels dus au passage de plus en plus long par ces statuts d'emploi précaire (Lefresne, 2012).

Qui sont les jeunes qui transitent des postes précaires vers une insertion professionnelle stable ? Qui sont ceux qui apparemment demeurent dans des trajectoires précaires ? En premier lieu, nous remarquons que les jeunes issus de groupes à revenu élevé présentent plus de stabilité dans l'occupation non précaire par rapport aux jeunes issus des groupes à faible revenu (81,2 % contre 66,0 %), tandis que c'est le contraire pour l'occupation précaire (46,3 % et 51,6 % respectivement). Cette particularité relève du fait que, dans les groupes à revenu élevé, l'emploi précaire est une situation « indésirable » tandis que pour les secteurs à faible revenu, il s'agit d'une situation courante (envisagée comme quelque chose de normal) pour les jeunes.

Tableau 3. Transitions d'un emploi vers l'autre (en pourcentage). Total des jeunes de 15-24 ans de GBA

Groupe de revenu	De/Vers	Travailleur non précaire	Travailleur précaire	Chômeur	Inactif hors scolarisation	Inactif scolarisé	Total
Bas	Non précaire	66,0	16,5	11,0	2,7	3,8	100%
	Précaire	16,8	51,6	13,9	11,5	6,2	100%
Moyen	Non précaire	71,2	12,6	10,5	2,2	3,5	100%
	Précaire	23,2	48,8	13,7	7,3	7,0	100%
Haut	Non précaire	81,1	9,0	4,4	1,3	4,2	100%
	Précaire	27,2	46,3	11,4	4,5	10,6	100%

Source : Calcul des auteurs, à partir des informations fournies par l'EPH.

Nous pouvons observer aussi que la transition « vertueuse » d'un emploi précaire vers un emploi non précaire s'avère plus fréquente parmi les jeunes issus de familles à revenu élevé (27,2 % de jeunes ayant un emploi précaire décrochent un emploi non précaire l'année suivante) que parmi ceux issus des groupes à revenu moyen (23,2 %) ou faible (16,8 %).

¹² On utilise le concept de capital social dans le sens de Bourdieu (2007) qui se réfère au réseau durable des relations, liens et rapports chez les jeunes.

Chez les jeunes issus de familles à faible revenu, la transition vers une situation stable semble être moins fréquente, il est donc probable que ceux qui obtiennent des emplois précaires les gardent longtemps ou qu'ils transitent par d'autres emplois précaires. Au contraire, chez les jeunes à revenu élevé, l'emploi précaire semble être une forme d'entrée sur le marché du travail, un point de départ plutôt que la destination finale.

On peut retrouver ces résultats également dans les analyses qualitatives, dans lesquelles nous avons identifié trois types de trajectoires marquées par la précarité :

- Trajectoires professionnelles à précarité persistante.
- Trajectoires professionnelles où s'alternent des emplois précaires et non précaires.
- Trajectoires professionnelles où la précarité se trouve dans le premier emploi, les emplois suivants étant stables.

En ce qui concerne le premier type de trajectoire – celle des jeunes qui ont eu des emplois précaires tout au long de leur parcours professionnel – il ne s'agit pas du même travail, mais plutôt d'une rotation entre différents postes non enregistrés, avec une intensité horaire élevée et une faible rémunération. Tel est le cas de Ramón, un jeune issu des classes populaires. Son premier emploi a été assistant maçon, puis il a été successivement ouvrier de chantier naval, assistant mécanicien automobile, ouvrier dans une usine de briques, distributeur de brochures et ouvrier dans une usine de plastification de bateaux.

Ainsi, nous voyons que, pour la majorité des jeunes d'origine populaire du panel, les activités précaires prédominent et sont marquées par une forte rotation et mobilité, principalement entre des emplois informels ou des petits boulots.

Le deuxième type de trajectoire est marqué par la succession d'emplois précaires et non précaires. On l'observe chez des jeunes issus de classes sociales populaire et moyenne, qui dans bien des cas entrent et sortent du marché du travail pour des raisons familiales ou d'études. C'est le cas de Victoria, une jeune femme issue des classes populaires qui commence avec un stage dans une entreprise de restauration rapide; elle est ensuite engagée par le supermarché local dans des conditions précaires, devient caissière plus tard dans une chaîne de supermarchés avec un emploi formel dont elle démissionne pour devenir inactive avec l'arrivée de son fils.

Dans le troisième type de trajectoire, les jeunes commencent leur insertion professionnelle par un emploi précaire, mais obtiennent ensuite un emploi stable (non précaire). La sécurité de l'emploi est liée à l'obtention de diplômes de plus haut niveau, une plus grande expérience professionnelle et de meilleurs contacts. C'est une trajectoire suivie par des jeunes des milieux plus aisés. C'est le cas de Serena, une jeune femme issue de la classe moyenne sortie d'une école secondaire privée. Elle a commencé à travailler en gardant des enfants et après comme serveuse dans des salles de fêtes pour enfants, les deux emplois étant « au noir » et avec de bas salaires. Lors de notre dernière rencontre, elle travaillait déjà dans un établissement de services sociaux de la commune, emploi étroitement lié à ses études.

Dans la plupart des cas, ces jeunes apprécient leur première insertion professionnelle, bien qu'étant précaire, elle incarne pour eux une expérience positive ou l'épanouissement d'un objectif personnel. Les résultats, tant qualitatifs que quantitatifs,

mettent en évidence que les jeunes issus de familles à revenus faibles ont moins d'opportunités de transition « ascendante », tandis que chez les jeunes issus de familles à revenus élevés, la transition de la précarité vers la non-précarité est plus probable.

4.3 Le risque de non-emploi

La condition salariale s'est constituée sur une séparation entre activité et inactivité (Castel, 1997), cependant ces frontières sont devenues floues au cours des dernières décennies, puisque les travailleurs – notamment les jeunes – changent plus souvent de situation d'emploi qu'auparavant, voire évoluent aux frontières du marché du travail.

Clark et Summers (1982) ont rapidement compris que la distinction dans les statistiques officielles entre chômeurs et travailleurs exclus de la population active (ceux qui ne cherchent plus de travail activement) est vague, car elle sous-estime la difficulté à trouver un emploi lorsqu'on est chômeur. Ainsi, les transitions hors du marché du travail peuvent dissimuler des situations de chômage. Nous proposons donc de centrer successivement notre analyse sur les transitions vers le chômage et vers des situations d'inactivité.

4.3.1 Transitions vers le chômage

Dans le tableau 4, nous observons que la probabilité de se retrouver en situation de chômage – indépendamment de la situation professionnelle d'origine – est toujours plus faible pour la strate à revenu élevé que pour les couches moyenne et inférieure. En outre, la proportion de jeunes qui restent sans emploi entre les périodes est également plus élevée dans les strates basses et moyennes (respectivement 33,6 % et 33,5 %) que dans la couche plus élevée. Nous observons que le volume de jeunes issus des familles à faibles et moyens revenus qui demeurent au chômage entre deux périodes (33,6 %) est plus élevé que celui des jeunes issus des groupes à revenus élevés (26,3 % et 33,5 % respectivement)¹³.

¹³ Il faut signaler que ces jeunes n'ont pas forcément passé un an au chômage, car ils ont pu connaître des épisodes courts d'emploi sur l'année, entre les deux situations de chômage repérées dans l'enquête.

Tableau 4. Transitions vers le chômage (en pourcentage). Total des jeunes de 15-24 ans de GBA

Groupe de revenu	De/Vers	Chômeur	Travailleur	Inactif	Total
Bas	Travailleur non précaire	11,0	82,6	6,4	100
	Travailleur précaire	13,9	68,5	17,6	100
	Chômeur	33,6	43,5	22,9	100
	Inactif hors scolarisation	17,2	26,4	56,4	100
	Inactif scolarisé	17,6	25,9	56,5	100
Moyen	Travailleur non précaire	10,5	83,8	5,7	100
	Travailleur précaire	13,7	72,1	14,2	100
	Chômeur	33,5	47,4	19,1	100
	Inactif hors scolarisation	20,3	30,5	49,2	100
	Inactif scolarisé	13,9	26,1	60,0	100
Haut	Travailleur non précaire	4,4	90,1	5,5	100
	Travailleur précaire	11,3	73,6	15,1	100
	Chômeur	26,3	50,9	22,8	100
	Inactif hors scolarisation	16,6	28,7	54,7	100
	Inactif scolarisé	13,5	25,8	60,7	100

Source : Calcul des auteurs, à partir des informations fournies par l'EPH.

Ainsi, nous pouvons contester la théorie selon laquelle, chez les jeunes provenant des familles à revenu élevé, les périodes de recherche sont plus longues (plus grande durée moyenne en situation de chômage).

En effet, nous repérons que, pour la période analysée, 67 % des jeunes issus de groupes à revenu élevé se trouvent au chômage pendant moins de trois mois, tandis que seulement 45 % des jeunes issus de groupes à faible revenu ont la même durée de recherche. En ce qui concerne la recherche prolongée (plus d'un an), elle atteint 10 % des jeunes issus de groupes à revenu élevé et 21 % des jeunes issus de groupes à revenu faible.

4.3.2 Transitions vers l'inactivité

Au cours des dernières années, les transitions du marché du travail chez les jeunes se sont multipliées, notamment celles vers la scolarité. Le tableau 5 décrit les transitions vers l'extérieur du marché du travail. Il y a plus de transitions vers l'inactivité scolarisée chez les jeunes à revenu élevé que chez les jeunes à faible revenu, que ce soit depuis des situations d'emploi précaire ou depuis le chômage. Une interprétation possible à ce phénomène pourrait dépendre de la valeur accordée par les jeunes à l'emploi. Un jeune issu d'un groupe à revenu élevé vise à décrocher un emploi « stable » plus tard; abandonner un emploi précaire n'aura donc pas de conséquences importantes. Au contraire, un jeune issu d'un groupe à faible revenu aura plus de difficultés à décrocher un emploi : il serait alors plus risqué de l'abandonner volontairement. Chez les jeunes en transition à partir d'emplois non précaires, les pourcentages sont semblables pour toutes les conditions sociales, indiquant donc une préférence largement partagée par les différents groupes sociaux pour les emplois non précaires.

Tableau 5. Transitions hors le marché du travail (en pourcentage)

Groupe de revenu	De/Vers	Inactif hors scolarisation	Inactif scolarisé	Actif	Total
Bas	Travailleur non précaire	2,7	3,7	93,6	100
	Travailleur précaire	11,5	6,2	82,3	100
	Chômeur	12,3	10,8	76,9	100
	Inactif hors scolarisation	49,9	6,6	43,5	100
	Inactif scolarisé	9,4	47,2	43,4	100
Moyen	Travailleur non précaire	2,2	3,6	94,2	100
	Travailleur précaire	7,3	6,9	85,8	100
	Chômeur	8,1	11,0	80,9	100
	Inactif hors scolarisation	38,3	10,9	50,8	100
	Inactif scolarisé	6,3	53,7	40,0	100
Haut	Travailleur non précaire	1,3	4,3	94,4	100
	Travailleur précaire	4,5	10,6	84,9	100
	Chômeur	7,2	15,6	77,2	100
	Inactif hors scolarisation	33,6	21,1	45,3	100
	Inactif scolarisé	3,8	56,8	39,4	100

Source : Calcul des auteurs, à partir des informations fournies par l'EPH

Dans le tableau 5, nous voulons attirer l'attention sur le passage d'une situation de chômage à celle d'inactivité. Pour certains auteurs, ce type de transition met en évidence que l'intérêt ou la nécessité d'avoir un emploi chez ceux qui l'expérimentent est marginal, car, autrement, ils continueraient à chercher du travail. Une autre interprétation possible est celle de voir dans cette transition l'expression d'un effet de découragement, surtout pendant des périodes de récession (Barkume et Horvath, 1995).

Lors d'une analyse des transitions du marché du travail, nous considérons qu'il faut nécessairement aussi prendre en compte la variable de genre, étant données les inégalités prononcées qui existent dans les taux d'activité des hommes et des femmes.

Dans le tableau 6 sont présentées les transitions vers l'inactivité hors scolarisation par sexe et origine sociale. En premier lieu, nous pouvons observer une forte stabilité dans l'inactivité hors scolarisation chez les femmes issues des groupes à revenu faible et moyen, qui s'oppose à une plus faible inertie dans la situation observée chez les hommes issus des mêmes groupes. Une grande partie de cet écart relève de la division sexuelle du travail qui a pour caractéristique l'assignation des hommes au travail productif et des femmes au travail ménager et à la sphère de la reproduction (Carrasquer, 1997). Ce sont habituellement les femmes qui sont chargées de s'occuper des enfants, ayant de ce fait moins de liberté pour chercher un travail productif rémunéré. À l'inverse, des études quantitatives (Pérez, 2008b) et qualitatives (Cerrutti, 2003) montrent que, chez les hommes, la présence d'enfants dans le ménage n'affecte pas leur participation au marché du travail.

Tableau 6. Transitions vers l'inactivité (en pourcentage). Total jeunes de 15-24 ans de GBA

Groupe de revenu		Hommes			Femmes		
		Inactivité hors scolarisation	Reste	Total	Inactivité hors scolarisation	Reste	Total
Bas	Travailleur non précaire	2,8	97,2	100	2,5	97,5	100
	Travailleur précaire	3,4	96,6	100	20,5	79,5	100
	Chômeur	5,4	94,6	100	17,8	82,2	100
	Inactif hors scolarisation	22,2	77,8	100	57,6	42,4	100
	Inactif scolarisé	9,1	90,9	100	9,6	90,4	100
Moyen	Travailleur non précaire	1,6	98,4	100	3,1	96,9	100
	Travailleur précaire	5,3	94,7	100	9,8	90,2	100
	Chômeur	3,5	96,5	100	12,5	87,5	100
	Inactif hors scolarisation	20,4	79,6	100	43,7	56,3	100
	Inactif scolarisé	4,9	95,1	100	7,4	92,6	100
Haut	Travailleur non précaire	1,3	98,7	100	1,3	98,7	100
	Travailleur précaire	4,5	95,5	100	4,6	95,4	100
	Chômeur	8,3	91,7	100	5,8	94,2	100
	Inactif hors scolarisation	26,0	74,0	100	38,9	61,1	100
	Inactif scolarisé	2,7	97,3	100	4,8	95,2	100

Source : Calcul des auteurs, à partir des informations fournies par l'EPH.

En ce sens, il faut remarquer que la transition vers l'inactivité hors scolarisation des femmes issues de groupes à faible revenu est la plus fréquente – indépendamment de leur situation professionnelle d'origine. Ces mobilités concernent principalement les jeunes femmes qui quittent le marché du travail pour s'occuper des enfants¹⁴. La différence dans la transition est encore plus prononcée en cas d'emploi précaire ou de chômage. En effet, avec un emploi non précaire, une jeune femme peut avoir accès à des droits sociaux en cas de maternité et faire face plus aisément aux dépenses concernant les enfants (ayant un salaire plus élevé).

D'ailleurs, les inégalités en ce qui a trait au niveau d'études des jeunes issus de classes sociales diverses expliquent cette différence. Le niveau d'études est bien entendu sous-jacent à ces différences de comportements observées entre les milieux sociaux distingués. Les jeunes femmes issues de groupes à revenu bas, ayant généralement un faible capital scolaire, doivent s'adapter aux circonstances du marché du travail de façon différente; amenées à choisir entre une carrière professionnelle incertaine et prendre soin de leurs enfants, elles tendent à s'orienter vers la deuxième option (Eckert et Mora, 2008).

Dans le cas des catégories aux revenus plus élevés, les différences entre hommes et femmes dans leur transition vers l'inactivité s'effacent. Ce sont les femmes à revenu

¹⁴ En Argentine, les femmes ont en moyenne leur premier enfant à l'âge de 23,2 ans. Analysant cette donnée en rapport avec la trajectoire éducative nous observons que les femmes qui ont plus d'années d'études formelles (habituellement issues des groupes à revenu élevé) deviennent mères, en moyenne, sept ans plus tard que celles qui ont moins d'années d'études formelles (habituellement issues des groupes à faible revenu) : 27,2 ans et 20,6 ans respectivement (Lupica, 2011).

élevé, ayant généralement un meilleur niveau d'études et occupant des postes qualifiés, qui participent la plupart du temps au marché du travail. Au contraire, ce sont les femmes ayant un faible niveau d'études qui se voient obligées de rester chez elles (pour assurer les tâches domestiques) puisque le salaire qu'elles sont susceptibles d'obtenir sur le marché du travail ne leur permettrait pas de s'offrir les services d'une personne qui puisse s'occuper à leur place des enfants et des tâches domestiques.

Cette situation se reflète également dans les offres d'emploi des entreprises. Habituellement, les employeurs préfèrent embaucher des hommes, car ils supposent que ce sont les femmes qui s'occupent des enfants lorsque ceux-ci tombent malades, ayant ainsi plus d'absences potentielles, moins de possibilités de voyager, de travailler la nuit, etc.

Après analyse des résultats quantitatifs, nous nous demandons quel rôle jouent les choix personnels des jeunes femmes dans leur mobilité vers et depuis le marché du travail. Dans le panel, nous avons observé que les femmes sont majoritaires parmi les jeunes inactifs. Alors que les jeunes femmes inactives hors du système éducatif sont surtout celles ayant des enfants et principalement issues des classes populaires, celles qui sont inactives et font partie du système éducatif appartiennent à des couches sociales moyennes/hautes.

Afin de comprendre ce qui motive ces transitions, nous avons étudié la façon dont les jeunes femmes établissent leur rapport à l'emploi. Nous voyons que les décisions personnelles – dans de nombreux cas liés à des rôles de genre imposés par la société – ont un rôle central.

C'est le cas de Verónica, une jeune femme d'origine populaire qui, au moment de la troisième entrevue (2011), était inactive parce qu'elle avait eu un fils un peu plus d'un an auparavant, mais qui, avant d'être enceinte, avait occupé différents emplois. Elle raconte sa relation avec le travail :

[Pourquoi tu ne travailles pas ?] *Un, pour profiter de Diego, quelque chose que j'avais dit à mon mari tout de suite quand j'ai commencé à travailler. J'ai dit à Eduardo que je voulais profiter de mon fils et me consacrer à lui; et il m'a dit : « C'est bien, tu restes avec lui et c'est moi qui pars travailler »* [À un autre moment de l'entretien, elle laisse entrevoir qu'elle ne travaille pas parce que c'est son mari qui ne le ne veut pas]. *En même temps, il voit que je ne suis pas bien, que je n'ai pas d'emploi, que je ne peux pas aider économiquement, mais lui, il est choyé avec sa femme au foyer, c'est comme ça, voilà. Il ne peut pas me dire de ne pas travailler, j'ai assez enduré sans travailler.*

Dans ce récit, nous pouvons voir que les jeunes femmes sortent du marché de travail non seulement pour prendre soin de leurs enfants, mais aussi parce que les opinions des proches significatifs ont un poids fondamental sur leur rôle de mère. Ainsi, dans la trajectoire de Verónica, ce ne sont pas uniquement les opinions de son conjoint qui comptent, mais également celles de sa mère qui joue un rôle central :

Maman ne veut pas que je travaille, elle n'a jamais travaillé. Je suppose que par son expérience, elle ne veut pas que je travaille, comme elle le dit : « Si j'ai pu en profiter, je veux qu'elle en profite aussi. » Mais moi je pense différemment, c'est aussi pour sortir un peu. Je veux dire, je ne sors qu'avec Diego, et si je sors sans Diego, je dois m'organiser avec quelqu'un pour qu'on le garde une heure, deux heures, le nécessaire.

Dans la trajectoire de Manuela, nous pouvons également voir comment son rôle de femme affecte sa trajectoire professionnelle. Manuela est une jeune femme issue de la classe populaire, avec peu de diplômes et qui a eu un seul emploi, dans une entreprise textile :

Ce sont eux qui m'ont virée, je ne savais pas pourquoi. Ils m'ont dit : « Parce que tu es enceinte ». Parce qu'en plus, je devais faire des efforts physiques; et je ne savais pas; j'avais des pertes et je ne me suis pas rendu compte que c'étaient des pertes parce que je ne savais pas que j'étais enceinte. C'était pour ça.

Nous observons que les jeunes femmes rencontrent des inégalités et des injustices dans les emplois quand elles deviennent enceintes et ont des enfants. Elles sont donc inactives non seulement parce qu'elles le choisissent, mais aussi parce que le marché du travail les chasse. Ainsi, en ce moment, Manuela préfère élever son enfant que de s'insérer dans le marché du travail : *"Non, pour le moment non, je suis un peu paresseuse. Peut-être plus tard, quand mon petit sera plus grand"*. On voit donc comment les jeunes femmes perçoivent leur inactivité et leurs désirs, ou non, de rester dans cet état, à savoir de veiller à l'éducation de leurs enfants et d'effectuer le travail au foyer. En revanche, les jeunes hommes sont attachés au rôle de pourvoyeurs.

On peut signaler aussi le rôle important que les autrui significatifs – dans ce cas les partenaires et les mères – ont au moment de décider de travailler ou non. C'est ici que les identités de genre jouent un rôle important dans la façon dont les jeunes construisent leur carrière, soit en renforçant leur relation avec le travail ou en les éloignant en fonction d'autres projets qui sont au cœur de leur vie (Millenar, 2010).

En bref, dans le cas de ces jeunes femmes à faible revenu, nous voyons que le chemin d'accès à l'emploi n'est pas une transition simple, car comme nous l'avons signalé, leurs trajectoires sont marquées par ce que les proches significatifs pensent de cette situation, par leurs perceptions de la maternité et du travail et par les difficultés structurelles auxquelles elles sont confrontées en raison de leur faible niveau de diplomation et du fait d'avoir des enfants.

Cependant, ces faits que nous observons chez les jeunes femmes à faible revenu du panel ne sont pas vérifiés parmi le reste des jeunes femmes des classes moyenne et supérieure pour lesquelles l'accès à l'emploi et les transitions vers l'inactivité sont semblables à ceux des jeunes hommes du panel. L'influence de la situation socio-économique, familiale et subjective délimite des trajectoires différentes selon l'origine sociale. Ainsi, il est probable que les femmes de bas niveau socio-économique aient un plus grand nombre d'enfants, une faible éducation et une participation limitée dans le marché du travail (Cerruti et Binstock, 2009).

Nous pouvons en conclure que les inégalités de genre accentuent les difficultés d'entrer sur le marché du travail pour les jeunes femmes, notamment pour celles de milieu modeste. Ces inégalités s'expliquent, en partie, par la discrimination de la part des entreprises au moment de l'embauche, mais d'autres inégalités préexistent au moment de l'insertion professionnelle. La socialisation différentielle des hommes et des femmes définit leurs possibilités d'accéder au marché du travail et délimite le type d'activité professionnelle à laquelle ils peuvent aspirer.

5. Le rôle central du niveau d'études

À l'heure actuelle, les inégalités à l'accès au système éducatif constituent l'argument principal permettant d'expliquer les différences dans l'insertion professionnelle par groupe de revenu. À cela s'ajoute le fait que les jeunes à faible revenu auront moins d'opportunités d'entrer et de rester dans le système éducatif; leurs possibilités de s'insérer dans un travail non précaire seront donc plus rares que celles des jeunes à revenu moyen-élevé. Les points de vue liés à la théorie du capital humain ainsi que ceux considérant que l'éducation n'est pas productive en elle-même [dans le sens où elle n'augmente pas les compétences productives de l'individu, mais qu'elle sert aux employeurs comme filtre dans la sélection des candidats (Arrow, 1973) ou comme un indice des capacités ou compétences de l'individu (Spence, 1973)], concèdent un rôle prépondérant au niveau d'études quant à la probabilité d'accéder à un bon poste. Ainsi, les possibilités inégales d'insertion professionnelle sont justifiées par les différences concernant le niveau d'études et non par l'origine sociale des jeunes.

Pour évaluer cet argument, nous avons construit des matrices de transition où nous observons, non pas l'ensemble des jeunes, mais les jeunes ayant le même niveau d'études (baccalauréat). Ainsi, tous ces jeunes devraient présenter des transitions semblables, indépendamment de leurs origines sociales.

Le tableau 7 présente les écarts entre les jeunes issus des groupes à revenu élevé et les jeunes issus des groupes à faible revenu pour toutes les transitions, c'est-à-dire le rapport entre le pourcentage des jeunes issus des groupes à revenu élevé qui ont expérimenté une transition et le pourcentage des jeunes issus des groupes à faible revenu ayant réalisé la même transition.

Tableau 7. Transitions professionnelles. Écart entre jeunes à revenu élevé et jeunes à revenu faible (sous forme d'indice). Moyenne de 2003-2010

		Travailleur non précaire	Travailleur précaire	Chômeur	Inactif hors scolarisation	Inactif scolarisé
Travailleur non précaire	Total	1,23	0,54	0,40	0,47	1,15
	Baccalauréat	1,19	0,58	0,53	0,87	2,31
Travailleur précaire	Total	1,62	0,90	0,82	0,39	1,74
	Baccalauréat	1,12	1,07	0,60	0,59	2,69
Chômeur	Total	1,30	1,12	0,79	0,59	1,45
	Baccalauréat	1,27	1,01	0,54	1,14	3,08
Inactif hors scolarisation	Total	1,75	0,86	0,97	0,67	3,21
	Baccalauréat	1,84	1,50	0,58	0,61	2,48

Source : Calcul des auteurs, à partir des informations fournies par l'EPH.

Lecture : Un quotient supérieur à 1 indique que cette transition est plus fréquente chez les jeunes à revenu élevé et inversement. Si les possibilités de transition étaient les mêmes pour les deux groupes de revenu, le résultat serait de 1. Ces ratios sont calculés pour 1) le total des jeunes et 2) les jeunes ayant réussi le baccalauréat.

Lorsqu'on introduit cette variable (jeunes ayant le bac), nous constatons que l'écart entre les différents groupes de revenu est réduit, mais que les inégalités dans les transitions persistent¹⁵. Ce résultat montre que l'inégalité entre les jeunes issus des différents groupes de revenu est liée, en partie, à leur composition en termes de niveaux d'études, mais que celui-ci n'est cependant pas le seul facteur explicatif¹⁶ puisque des inégalités liées à l'origine sociale demeurent chez les jeunes ayant le même niveau d'études.

6. Éléments de conclusion

La combinaison des approches quantitative et qualitative nous a permis d'articuler des facteurs structurels qui affectent les possibilités d'intégration et les significations et visions mises en jeu par les jeunes.

L'analyse des transitions que nous avons effectuée met en lumière la diversité des mouvements d'entrée et de sortie du marché du travail (et non seulement entre l'emploi et le chômage), laquelle s'avère importante pour expliquer la dynamique de l'insertion professionnelle des jeunes en Argentine.

Nous remarquons que le taux de rotation professionnel est moins élevé chez les jeunes issus des groupes à revenu moyen et élevé, ce qui nous amène à interroger l'hypothèse de la mobilité volontaire – inhérente aux modèles de recherche d'emploi – motivée par la recherche d'un emploi adapté aux goûts et qualités de ces jeunes. Le taux de rotation est plus élevé chez les jeunes issus des groupes à faible revenu, car ils éprouvent plus

¹⁵ Cependant, les écarts entre les couches sont plus grands pour les transitions vers l'inactivité dans le système éducatif. Étant donné qu'ils ont été construits en ne considérant que les jeunes qui ont terminé leurs études secondaires, cette augmentation montre que les plus grandes inégalités se produisent dans la transition du secondaire vers le niveau suivant d'éducation (enseignement supérieur ou à l'université). En effet, en 2010, alors que 52,5 % des jeunes dans la strate supérieure avait une formation universitaire (complétée ou non), seulement 14,9 % des jeunes des couches inférieures avaient obtenu l'accès au niveau supérieur.

¹⁶ Il est évident que le niveau d'études ne saisit pas l'effet des différences dans l'accès au système éducatif. Même si en Argentine le système éducatif gratuit est à la portée du plus grand nombre, sa qualité n'est pas homogène et il existe une certaine ségrégation par groupe de revenu liée à la zone où l'établissement se trouve. Ainsi, le même diplôme obtenu dans deux établissements différents peut être apprécié différemment par les employeurs.

de difficultés à conserver un emploi, notamment à cause des conditions de recrutement auxquelles ces jeunes doivent faire face.

Nous avons aussi montré qu'une grande partie des jeunes qui décrochent un poste le font lorsqu'ils sont en période d'inactivité et non pas en période de chômage, situation encore plus fréquente chez les jeunes issus du groupe à faibles revenus. Ainsi, nous confirmons l'hypothèse selon laquelle beaucoup de jeunes – notamment ceux issus du groupe à faibles revenus – entrent sur le marché du travail lorsqu'une opportunité se présente et ne font pas de recherche active, tout au moins au regard des statistiques officielles. L'analyse du panel qualitatif montre que des jeunes d'origines sociales différentes mobilisent des modes de recherche différents. Les jeunes de classe inférieure déploient principalement des réseaux personnels pour obtenir un emploi.

Inversement, les jeunes issus des classes moyenne et supérieure combinent des modes divers de recherche qui varient au fil du temps : au moment de l'entrée sur le marché du travail, ils utilisent les réseaux personnels – leurs propres réseaux et ceux de leurs parents – et à mesure qu'ils acquièrent plus de diplômes, ils commencent à utiliser des réseaux universels de recherche d'emploi.

En ce qui concerne les transitions d'un emploi vers l'autre (précaire ou non précaire), nous observons que la transition ascendante – d'un emploi précaire vers un emploi non précaire – se présente avec plus d'intensité parmi les jeunes à revenu élevé. Dans ces cas, les postes précaires ne sont qu'une étape de transition, une voie d'entrée sur le marché du travail. Au contraire, chez les jeunes à faible revenu, la mobilité « ascendante » reste faible, ce qui implique que la plupart d'entre eux continueront à avoir des emplois précaires pendant une grande partie de leur vie.

À leur tour, les transitions à la sortie de l'emploi nous montrent que les jeunes issus de familles à faible revenu connaissent un risque plus élevé de basculer vers le chômage ou l'inactivité hors du système éducatif, tandis que les jeunes issus de familles à revenu élevé le feront par une reprise des études (inactivité formatrice). Ce résultat renforce l'idée que l'origine sociale possède effectivement un impact sur la forme des transitions en début de vie professionnelle.

Quant aux différences de genre, nous avons remarqué que les jeunes femmes – notamment celles issues des groupes à faible revenu – ont plus de difficultés à s'insérer sur le marché du travail, principalement parce qu'elles ont encore à leur charge des responsabilités liées aux tâches reproductives. Ainsi, l'inflexibilité de la division du travail domestique contraint l'égalité de genres dans l'entrée sur le marché du travail. D'ailleurs, l'absence d'une politique d'État d'aide à la famille conditionne l'activité professionnelle des femmes, notamment celles qui en ont le plus besoin, à savoir les femmes issues du groupe à faible revenu.

Nous montrons aussi que les différences de structures de niveaux d'études entre groupes sociaux ne sont pas à elles seules les responsables des dissemblances observées puisque, si nous examinons le cas des jeunes ayant le même niveau d'études, les différences s'amenuisent, mais ne disparaissent pas. L'inégalité parmi les jeunes issus de classes sociales différentes persiste indépendamment du niveau d'études, ce qui affecte leurs parcours professionnels.

Même si nous avons déterminé l'origine sociale d'après le revenu familial, nous considérons que les résultats atteints ne se réduisent pas à cet aspect. Au-delà de la situation économique de la famille, nous considérons que le capital culturel et social des jeunes et de leurs familles explique les inégalités dans l'entrée et dans la permanence sur le marché du travail ainsi que la qualité de l'emploi, aspects qui seront développés dans le cadre de recherches futures.

Pour conclure, nous estimons que l'origine sociale constitue une variable décisive pour comprendre les possibilités d'accès au marché du travail et pour dessiner les trajectoires professionnelles des jeunes. Ainsi, réduire les inégalités sociales s'avère d'une importance capitale en vue d'améliorer les possibilités d'insertion professionnelle d'un grand nombre de jeunes issus de groupes à faible revenu et cette problématique devrait être prioritaire dans l'élaboration des politiques publiques.

Bibliographie

Aisenson, G. (2009). *Representaciones, preferencias y elecciones ocupacionales de los jóvenes que finalizan la escuela media*. Thèse en psychologie en cotutelle avec la Faculté de psychologie de l'Universidad de Buenos Aires (Argentine) et l'École doctorale « École Travail Emploi », Conservatoire national des arts et Métiers (Paris, France), Buenos Aires.

Arrow, K. (1973). Higher education as a filter. *Journal of Public Economics*, 2 (3), juillet, 193-217.

Barkume, A. J. et Horvath, F. W. (1995). Using gross flows to explore movements in the labor force. *Monthly Labor Review, Bureau of Labor Statistics*, 118, 28-35, avril, Washington.

Beccaria, L. (2001). Movilidad laboral e inestabilidad de ingresos en Argentina. Document présenté au 5^e Congreso Nacional de Estudios del Trabajo (Asociación de Especialistas en Estudios de Trabajo), Buenos Aires.

Becker, G. (1983). *El capital humano*. Madrid : Alianza Editorial.

Bourdieu, P. (2007). *Campo del poder y reproducción social. Elementos para un análisis de la dinámica de las clases*. Córdoba : Ferreyra Editor.

Bourdieu, P. et Wacquant, L. (1995). *Respuestas para una antropología reflexiva*. México : Grijalbo.

Bowles, S. et Gintis, H. (1975). The Problem with Human Capital Theory - A Marxian Critique. *American Economic Review*, 65 (2), 74-82.

Carrasquer, P. (1997). Jóvenes, empleo y desigualdades de género. *Cuadernos de Relaciones Laborales*, 11, 55-80. Madrid : Universidad Complutense de Madrid.

Castel, R. (1997). *Las metamorfosis de la cuestión social. Una crónica del salariado*. Buenos Aires : Paidós.

Cerrutti, M. (2003). Trabajo, organización familiar y relaciones de género. In Wainerman, C. (dir.), *Familia, trabajo y género*. Buenos Aires : UNICEF/Fondo de Cultura Económica.

Cerrutti, M. et Binstock, G. (2009). *Familias latinoamericanas en transformación : desafíos y demandas para la acción pública*. Santiago de Chile : Comisión Económica para América Latina y el Caribe.

- Clark, K. B. et Summers, L. H. (1982). The Dynamics of Youth Unemployment. In Freeman, R. et Wise, D. (dir.), *The Youth Labor Market Problem : Its Nature, Causes and Consequences* (p. 199-234). Chicago : University of Chicago Press pour the National Bureau of Economic Research.
- Danforth, J. (1979). On the role of consumption and decreasing absolute risk aversion in the theory of job search. In Lippman, S. et McCall, J., *Studies in the Economics of Search*. Nueva York : North Holland.
- Du Bois-Reymond, M. et López Blasco, A. (2004). Transiciones tipo yo-yo y trayectorias fallidas: hacia las políticas integradas de transición para los jóvenes europeos. *Estudios de Juventud*, 65. Madrid : Instituto de la Juventud.
- Eckert, H. (2002). La place des jeunes entre mobilité et reproduction sociales. In Arliaud, M. et Eckert, H. (dir.), *Quand les jeunes entrent dans l'emploi*. Paris : Éditions La Dispute.
- Eckert, H. et Mora, V. (2008). Formes temporelles de l'incertitude et sécurisation des trajectoires dans l'insertion professionnelle des jeunes. *Revue Travail et Emploi*, 113. Marseille : Publication DARES.
- Fields, G. S. (1980). Education and income distribution in developing countries : A review of the literature. In King, T. (dir.), *Education and income : A background study for world development* (p. 231-315). Washington, DC : The World Bank.
- Filmus, D. et Sendón, M. A. (2001). A la deriva : trayectorias de los egresados de la escuela media en la transición hacia la inserción laboral. Document présenté au 5^e Congreso Nacional de Estudios del Trabajo (Asociación de Especialistas del Trabajo). Buenos Aires (Argentina), août.
- Gautié, J. (2003). Transitions et trajectoires sur le marché du travail. *Revue Quatre Pages*, 59. Paris : Centre d'études sur l'emploi.
- Ghiardo Soto, F. et De León, O. (2005). Cursos y discursos escolares en las trayectorias juveniles. *Revista Última Década*, 23. Valparaíso (Chile) : Centro de Estudios Sociales Cidpa.
- Granoveter, M. (1974). *Getting a job*. Cambridge : Harvard University Press.
- Institut de recherches économiques et sociales (2011). Les jeunes dans la crise. *Chronique Internationale de l'IRES*, numéro spécial, 133, novembre.
- Instituto Nacional de Estadística y Censos (INDEC) (2010). *Censo Nacional de Población, Hogares y Viviendas. Resultados*. Buenos Aires : INDEC.
- Jacinto, C. et Chitarroni, H. (2010). Precariedades, rotación y movilidades en las trayectorias laborales juveniles. *Revista Estudios del Trabajo*, 39/40. Buenos Aires : Asociación de Especialistas del Trabajo.
- Lefresne, F. (2012). Trente-cinq ans de politique d'insertion professionnelle des jeunes : un bilan en demi-teinte. In Becquet, Loncle et Van de Velde (dir.), *Politiques de jeunesse : le grand malentendu*. Champ social.
- Longo, M. E. (2011). *Trayectorias laborales de jóvenes en Argentina. Un estudio longitudinal de las prácticas de trabajo, las disposiciones laborales y las temporalidades juveniles de jóvenes de la Zona norte del Gran Buenos Aires, en un contexto histórico de diferenciación de las trayectorias*. Thèse de doctorat, Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires.
- Lupica, C. (2011). Madres más temprano, y más solas. Una realidad social que crece, en especial entre las mujeres más pobres. *Revista Observatorio Social*, 30, 4-7.
- Machado Pais, J. (2000). Las transiciones y culturas de la juventud : formas y escenificaciones. *Revista internacional de Ciencias sociales*, 164. Paris : UNESCO.

- Marry, C. (1983). Origine sociale et réseaux d'insertion des jeunes ouvriers. In *Étude et recherches, Formation-emploi*, 4, Marseille: Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CÉREQ), octobre-décembre.
- Millenar, V. (2010). La incidencia de la formación para el trabajo en la construcción de trayectorias laborales de mujeres jóvenes. In Jacinto, C. (dir.), *La construcción social de las trayectorias laborales de jóvenes*. Buenos Aires: Ed. Teseo.
- O'Higgins, N. (1997). The challenge of youth unemployment. Action Programme on youth unemployment. *International Security Review*, 50 (4), 63-93.
- Panaia, M. (2006). *Trayectorias de ingenieros tecnológicos, graduados y alumnos en el mercado de trabajo*. Buenos Aires: Miño y Dávila Editores.
- Pérez, P. (2008a). *La inserción ocupacional de los jóvenes en un contexto de desempleo masivo. El caso argentino entre 1995 y 2003*. Buenos Aires: Miño y Dávila Editores.
- Pérez, P. (2008b). Desigualdades de género en el mercado de trabajo argentino (1995-2003). In *Trabajos y Comunicaciones*, 34, La Plata (Argentina): Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, Universidad Nacional de La Plata.
- Rama, G. (1994). *La ocupación y los jóvenes en Europa y América Latina: reflexiones para un debate*. Montevideo: Organización Iberoamericana de Juventud.
- Rees, A. (1986). An essay on Youth Joblessness. *Journal of Economic Literature*, 24. Pittsburgh: American Economic Association.
- Rose, J. (1998). *Les jeunes face à l'emploi*. Paris: Desclée de Brouwer.
- Schultz, T. (1983). La Inversión en Capital Humano. *Educación y Sociedad*, 8 (3), 180-195.
- Spence, M. (1973). Job Market Signaling. *The Quarterly Journal of Economics*, 87 (3), 355-374.
- Tokman, V. (2003). *Desempleo juvenil en el Cono Sur. Causas, consecuencias y políticas*. Santiago de Chile: Fundación Friedrich Ebert, Serie Prosur.
- Vincens, J. (1999). La inserción profesional de los jóvenes. En la búsqueda de una definición por convención. *Calificaciones & Empleo*, 23. Buenos Aires: Piette/Céreq.
- Weller, J. (2003). La problemática inserción laboral de los y las jóvenes, Serie *Macroeconomía del Desarrollo*, 28, Santiago de Chile: Comisión Económica para América Latina y el Caribe.
- Weller, J. (2005). *Inserción laboral de jóvenes: expectativas, demanda laboral y trayectorias*. Document présenté au séminaire « Estrategias educativas y formativas para la inclusión social y productiva », Mexico (Mexique).